

BAZOOKA

Laissez les Palestiniens tranquilles !

PAR MOHAMED BOUHAMIDI
mbouhamidi2001@yahoo.fr

Ahmed Ouyahia est pour la présence de l'Algérie à Paris le 13 juillet. Notre pays ne peut tourner le dos à un projet de cette importance. Il aurait dû parler au nom du RND ou, à la limite, au nom de l'Etat mais pas au nom du pays dont les derniers votes montrent qu'il ne représente

que moins de 5% des voix. Et peut-être que Louisa Hanoune a bien raison de parler d'un référendum car on saurait qui est fondé ou non de parler au nom du pays. Outre que ce projet porte de telles conséquences sur le statut et l'avenir de l'Etat algérien que nul parti politique n'est en droit d'avancer de telles assertions sans le moindre début d'un argument. Le seul mérite de la déclaration d'Ahmed Ouyahia est de nous révéler l'existence de pressions (ou de lobbying) sur le président pour qu'il fasse ce voyage de Paris sans savoir s'il aura affaire à la France, à l'Union européenne et sans savoir ce qu'apporte à cette Union l'Angleterre avec son histoire trouble à l'endroit de notre pays. D'autant que le chef du RND n'a justifié cette présence qu'en affirmant que la présence d'Israël n'est qu'un mauvais prétexte de ne pas prendre part à la grand-messe européenne.

La vraie question est ailleurs. Qu'est-ce que l'Algérie a à gagner à se réunir et à faire des projets avec des pays comme l'Angleterre ? L'Angleterre a-t-elle oui ou non mené campagne contre nous ? A-t-elle organisé mensonges, propagande, campagne de presse pour participer à la destruction de l'Irak ? A-t-elle changé de position ou reste-t-elle le cheval de Troie des Etats-Unis ?

A la réunion de Djeddah, ce même pays vient d'accuser les pays de l'Opep d'organiser la pénurie et la spéculation sur les prix du pétrole quand tout le monde sait que c'est sa Bourse de Londres qui fixe les prix plus que le marché et que les sociétés qui spéculent en off-shore sont enregistrées à Londres. Mieux, le représentant anglais vient d'intimer quasiment l'ordre aux pays producteurs d'investir leurs «super-profits» en Occident. Sans oublier que ces pays européens qui nous invitent dans l'UPM viennent d'obtenir l'engagement de l'Arabie saoudite, gendarme pétrolier de l'Occident, d'augmenter, en cas de besoin, sa production de 2,8 milliards de barils/jour, l'équivalent exact de la production iranienne. La préparation d'une agression contre l'Iran est tout entière dans cette précaution et l'Angleterre y tient une bonne place. Des Algériens sont prêts à s'asseoir avec des Etats qui complotent contre d'autres Etats souverains même si, à titre individuel, on ne partage pas ses options ? Car alors, ce serait la guerre ouverte et légitimée contre tous les peuples dont les choix déplaisent aux puissants. C'est déjà le cas me direz-vous et c'est déjà la fin du droit international. C'est à cette question de la place de notre Etat face à ces Etats impérialistes et dominateurs qu'il fallait répondre et non pas prendre les Palestiniens comme faire-valoir. Les responsables algériens devraient penser à eux-mêmes au lieu d'enfoncer les Palestiniens dans leur condition actuelle de dominés. Et de nous entraîner dans cette même condition pour les seuls intérêts de quelques petits groupes qui se situent entre l'import-export et la croyance que le capitalisme européen leur fera une place à la table restreinte des grands profits.

M. B.

PERISCOPE

periscoop2008@yahoo.fr

Le Soir d'Algérie - Mardi 24 juin 2008 - Page 2

LE «JOUJOU» DU P-DG

Un P-dg d'une entreprise publique nouvellement installé dans ses fonctions vient d'innover.

En effet, notre bonhomme ne passe pas inaperçu puisque son véhicule de service est muni d'un gyrophare. Et dire que même certains ministres ont décidé d'abandonner ce «joujou» pour ne pas gêner la circulation.



Quand Ziari dit non

Abdelaziz Ziari a répondu négativement à la demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire, formulée par le RCD, sur les dramatiques événements qui ont secoué la wilaya de Chlef en avril dernier. S'appuyant «arbitrairement» sur l'article 79 de la loi organique régissant les deux chambres du Parlement, Ziari justifie ce refus, dans une lettre transmise aux députés signataires de cette interpellation, par le fait que le ministère de la Justice a déjà ouvert une enquête à son niveau ! C'est dire que la séparation des pouvoirs n'est pas pour demain ...



Ça se passe comme ça à l'hôpital de Sétif

Normalement, la naissance d'un nouveau-né est synonyme de joie et de bonheur au foyer des heureux parents. Mais pour Sofa Abdelhafid, un jeune père de famille, c'est le début d'un énorme calvaire. En effet, lors de la naissance, le 5 juin dernier, de son petit enfant Salah-Eddine, les services de l'Hôpital mère et enfant de Sétif ont omis de l'enregistrer, comme l'exige la réglementation, au niveau de l'état civil. C'est en voulant récupérer son livret de famille auprès du service des entrées de l'hôpital que le père s'est aperçu de l'énorme bourde de l'administration. «Il ne vous reste qu'à introduire une demande d'enregistrement auprès du procureur de la République», lui a-t-on répondu à l'hôpital. Une réponse lourde de sens. Ne baissant pas les bras, le pauvre père, qui exerce la fonction d'agent de sécurité dans le même hôpital, saisira par écrit les responsables et du CHU et de l'Hôpital mère et enfant. En guise de réponse, il s'est vu sanctionner abusivement par trois jours de mise à pied. Et dire que c'est la troisième fois que ce genre de situation se produit dans le même établissement, en l'espace de trois mois.



le HIC

lehic.dz@hotmail.com

BOUQUETS CRYPTES
LES ALGERIENS DE NOUVEAU PRIVÉS DES CHAINES FRANÇAISES

